

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 174 (ex-article 152-TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Maria Berger, , Caspar Einem

Qualité : - Membre

Article I. 174 – Santé publique (ex-Article 152 CE)

~~1. — Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l'Union. L'action de l'Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine.~~

~~Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.~~

~~L'Union complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.~~

~~2. — L'Union encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.~~

~~Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.~~

~~3. — L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.~~

~~4. — La loi ou la loi-cadre européenne contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en établissant des mesures qui permettent de faire face aux enjeux communs de sécurité, notamment :~~

~~a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;~~

~~b) par dérogation à [l'ex article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;~~

~~La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~5. La loi ou la loi-cadre européenne peut également établir des mesures d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~6. Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations.~~

~~7. L'action de l'Union dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas~~

atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

article I. 126 (bis) Santé publique (ex-Article 152 CE)

1. L'Union contribue à un niveau élevé de santé physique et mentale par la prévention des causes de danger pour la santé humaine et par la lutte contre les grands fléaux revêtant une dimension européenne. Elle complète et coordonne les politiques nationales dans ce domaine.¹

2. L'Union respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture des services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

3. En application de l'article I.16, l'Union encourage la coopération entre les États membres axée sur l'amélioration de la santé et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine:

- a) la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé;**
- b) la lutte contre les menaces et les risques graves pour la santé.**

L'Union adopte des recommandations dans les domaines visés au présent paragraphe et, si nécessaire, elle appuie l'action des États membres par des actions d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine.

4. En application de l'article I.13, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, contribuent à la réalisation des objectifs visés au présent article, lorsque l'effet au niveau européen est significatif, en adoptant:

- a) les mesures nécessaires pour prévenir les causes graves de danger pour la santé humaine ou les maladies et affections humaines;**
- b) les mesures de lutte contre les menaces pour la santé, y compris les maladies transmissibles et la dissémination volontaire d'agents biologiques ou chimiques.²**

¹ Si elles ne sont pas remplacées par d'autres dispositions dans le traité constitutionnel, deux clauses devraient être ajoutées à ce paragraphe (voir l'exposé des motifs): "Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union." et "L'Union et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique, y compris par la conclusion d'accords internationaux conformément à la procédure visée à [l'article 300]".

² S'il n'est pas remplacé par d'autres dispositions dans le traité constitutionnel, le point "c) par dérogation à [l'article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique." devrait être ajouté à ce paragraphe (voir l'exposé des motifs).

Explication éventuelle :

Nous proposons que l'article soit insérer après l'article 126, en effet les compétences en matière de santé publique ne se limitent pas aux "domaines où l'Union peut décider de mener une action de coordination, de complément et d'appui".

Cet article fixe les objectifs de l'Union dans le secteur de la santé publique (paragraphe 1). La responsabilité principale de leur réalisation incombe aux États membres (paragraphe 2). Toutefois, conformément aux articles I.13 et I.16 du Traité constitutionnel, il convient de fixer les compétences respectives des États membres et de l'Union. Aussi, la coopération entre l'Union et les États membres et, le cas échéant, des mesures d'encouragement pourraient s'avérer nécessaires dans un vaste éventail d'actions (paragraphe 3). De plus, l'Union peut être amenée à entreprendre une coordination législative en adoptant des mesures strictement nécessaires (paragraphe 4).

Paragraphe 1

Ce paragraphe fixe le principal objectif selon deux axes (la prévention et la lutte) en combinaison avec une liste de compétences partagées et d'appui prévues dans la partie I de la Constitution (articles 13 et 16).

L'objectif général d'un "niveau élevé de santé physique et mentale" tient compte du débat du groupe de travail XI de la Convention (voir les paragraphes 21 et 31). La santé constitue l'objectif global et devrait être l'objectif de l'article, en lieu et place de la "santé publique", notion plus restreinte sans définition concertée dans l'Union et sans ligne de démarcation précise par rapport à la "santé" proprement dite. ("Santé publique" est toutefois conservé dans le titre dans un souci de cohérence avec le traité existant.) Ce paragraphe précise le rôle de l'Union compte tenu de la subsidiarité, l'Union "contribuant" à la réalisation de l'objectif poursuivi et agissant uniquement lorsqu'il existe une dimension européenne. Cela s'applique à l'ensemble de l'action de l'Union dans ce domaine et rend inutiles des limites spécifiques sur les types de mesures qui peuvent être adoptées.

La deuxième phrase met en place le double rôle consistant à compléter les politiques nationales et à les coordonner. Elle remplace l'ancienne deuxième phrase du paragraphe 2 qui envisageait la coordination entre les États membres en liaison avec la Commission, ce qui ne convient pas dans un contexte relatif à l'Union. Le projet d'article précise toutefois le rôle de soutien de l'Union et le respect des responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture des services de santé et de soins médicaux (paragraphe 2).

Paragraphe 2

Ce paragraphe précise le principe du respect des responsabilités des États membres en ce qui concerne leurs systèmes de santé. Il n'est plus limité à l'action dans le domaine de la santé publique pour faire apparaître clairement qu'il s'agit d'une obligation générale de l'Union dans son ensemble, compte tenu d'arrêts récents de la Cour relatifs à la libre circulation des services de santé. La deuxième phrase provient de l'actuel article 152; elle implique *a contrario* que les dispositions en cause sont normalement couvertes par le paragraphe 4, point a).

Paragraphe 3

Alors que le paragraphe 1 énonce l'objectif, le paragraphe 3 prévoit les actions à entreprendre en coopération avec les États membres. Le deuxième alinéa du paragraphe 3 indique les moyens de

réaliser les actions prévues au premier alinéa: par des recommandations si elles sont conservées dans le traité constitutionnel et, dans le cas contraire, par d'autres instruments à préciser. Le cas échéant, des actions d'encouragement (à savoir le financement de programmes) peuvent aussi être adoptées pour réaliser les objectifs énoncés au premier alinéa. Cela correspond à la disposition actuelle de l'article 152, sans la référence à "l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres". Cette référence est redondante, les actions d'encouragement consistant en mesures de financement qui, par définition, n'englobent pas l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. L'harmonisation est d'ailleurs déjà exclue par l'article I.16, dernier paragraphe. En tant que telle, une référence à l'harmonisation est non seulement inutile, mais elle induirait même en erreur. En effet, elle impliquerait que l'on puisse, dans le cadre de mesures d'encouragement, procéder à une harmonisation, ce qui n'est clairement pas le cas. Cette disposition permettrait d'appuyer des activités de coopération telles que le programme d'action dans le domaine de la santé publique.

Le texte révisé ne comporte pas de référence spécifique à l'action menée en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé. L'action dans ce domaine est prise en compte dans le texte de l'article et une référence spécifique est inutile; sa suppression ne signifie en aucun cas que le problème a perdu en importance.

L'idée directrice est d'englober toutes les menaces pour la santé, qu'il s'agisse des maladies transmissibles en tant que telles, d'accidents ayant des conséquences sanitaires majeures ou de la dissémination volontaire d'agents chimiques ou biologiques. De ce fait, il est plus clair de se référer simplement aux menaces et risques graves pour la santé. L'expérience actuelle du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de la transmission de l'influenza aviaire à l'homme montre l'impossibilité d'anticiper toutes les maladies et épidémies potentielles. Par conséquent, il est fondamental de disposer de clauses suffisamment générales, applicables aux événements futurs imprévus.

Paragraphe 4

Le point a) est destiné à fournir une base - générale, mais strictement limitée - pour les mesures destinées à réaliser les objectifs visés dans l'article. Il tient également compte des paragraphes 21, 31 et 35 du rapport du groupe de travail XI de la Convention qui plaident en faveur de dispositions au niveau européen pour faire face à un certain nombre de développements importants pour lesquels les États membres seuls ne peuvent pas relever valablement le défi et dans les cas où le progrès scientifique se traduit par de nouveaux défis qui ne font pas l'objet de dispositions en matière de santé. Ce point a) autoriserait par exemple des actions destinées à faire face à des problèmes de santé généraux tels que l'obésité, le poids corporel et la nutrition. L'exigence d'un effet significatif au niveau européen confirme la référence à "une dimension européenne" du paragraphe 1.

Le point b) prévoit une base pour les mesures qui concernent expressément les menaces pour la santé. Il tient compte des paragraphes 21, 31 et 35 du rapport du groupe de travail XI de la Convention européenne, favorables à la constitution d'une base juridique suffisante pour l'action de l'UE en matière de maladies transmissibles et de bioterrorisme. Il diffère du point a) par un champ d'application plus étroit (expressément axé sur les menaces pour la santé), mais aussi par l'éventail élargi des activités qu'il autorise (toute activité contribuant à la lutte contre les menaces pour la santé, par exemple la constitution de stocks de vaccins ou la surveillance de maladies transmissibles).

Autres aspects

Clause d'intégration: l'actuel article 152 comporte une "clause d'intégration" selon laquelle un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de la Communauté. Dans son rapport à la Convention (CONV 618/03), le groupe de travail conjoint des services juridiques observe que "cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type", de sorte qu'elle n'a pas été reprise dans le projet modifié. Toutefois, en l'absence d'un article unique de ce type, la clause d'intégration devrait être réintroduite dans le paragraphe 1 de l'article révisé conformément au texte de la note.

Aspects internationaux: la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales et la conclusion d'accords internationaux devraient faire l'objet de dispositions horizontales de la Constitution, regroupant toutes les politiques, y compris la santé publique.

Si le projet de Constitution ne prévoit pas de disposition pour la dimension internationale des politiques de l'Union, il y aurait lieu de réintroduire une clause au paragraphe 1 de l'article révisé conformément au texte de la note.

Domaines vétérinaires et phytosanitaires: les compétences d'action dans ces domaines devraient être prévues au titre des dispositions relatives à la politique agricole. Si ces dispositions ne devaient pas apparaître dans le projet de Constitution, l'article 152, paragraphe 4, point b) actuel devrait être réintroduit dans l'article révisé, sous la forme d'un nouveau paragraphe 4, point c), conformément au texte de la note.

Références spécifiques non reprises de l'actuel article 152: le présent projet révisé (et en particulier le paragraphe 4, point a)) ne reprend pas la référence de l'actuel article 152 à la fixation de normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang étant donné qu'elle est couverte par cette disposition et serait inutilement précise. La référence de l'actuel article 152 au fait que "ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes" n'est pas reprise non plus étant donné que la décision devrait être prise sur la base des mesures spécifiques concernées. Enfin, les "mesures" au titre du paragraphe 3 sont supposées englober les recommandations, qui constituent un instrument approprié dans un domaine de compétence partagée. Par conséquent, la référence expresse aux recommandations qui figure dans l'article 152 existant n'est pas reprise, mais il y aurait lieu de reconsidérer la question si le terme "mesures" dans ce contexte ne devait pas couvrir les recommandations.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:	III-150 (nouveau)
Déposée par Monsieur:	Erwin Teufel
Qualité:	Membre

Texte du Praesidium

Amendement proposé

- | | |
|--|---|
| (1) Zur Förderung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts der Wettbewerbsfähigkeit der Industrie und der Durchführung ihrer Politik arbeitet die Union eine europäische Raumfahrtpolitik aus. Sie kann zu diesem Zweck gemeinsame Initiativen fördern, die Forschung und technologische Entwicklung unterstützen und die Anstrengungen zur Erforschung und Nutzung des Weltraums koordinieren. | (1) Zur Förderung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts der Wettbewerbsfähigkeit der Industrie und der Durchführung ihrer Politik arbeitet die Union eine europäische Raumfahrtpolitik aus. Sie kann zu diesem Zweck gemeinsame Initiativen fördern, die Forschung und technologische Entwicklung unterstützen und die Anstrengungen zur Erforschung und Nutzung des Weltraums koordinieren. |
| (2) Als Beitrag zur Erreichung der Ziele nach Absatz 1 können durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze die notwendigen Maßnahmen festgelegt werden, was in Form eines europäischen Raumfahrtprogramms geschehen kann. | (2) Als Beitrag zur Erreichung der Ziele nach Absatz 1 können durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze die notwendigen Maßnahmen festgelegt werden, was in Form eines europäischen Raumfahrtprogramms geschehen kann. |

Begründung:

Die Schaffung einer Rechtsgrundlage für die Raumfahrt liegt jenseits des Mandats des Konvents. Der Auftrag des Nizza-Vertrages an den Konvent (Erklärung zur Zukunft der Union, Nr. 5) lautet: „eine Vereinfachung der Verträge mit dem Ziel, diese klarer und verständlicher zu machen, ohne sie inhaltlich zu ändern.“

Im übrigen ist in diesem Bereich ein erheblicher finanzieller Aufwand zu befürchten.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 141

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : G.M. de Vries
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : Member Alternate

1. The Union shall have the objective of strengthening the scientific and technological bases of the Union's economy ~~industry~~ and encouraging it to become more competitive at international level, while promoting all the research activities deemed necessary by virtue of other Chapters of the Constitution.

2. For this purpose the Union shall encourage the creation of a European research and innovation area in which researchers, scientific knowledge and technologies can freely circulate and shall, throughout the Union, ~~encourage~~ undertakings, including small and medium-sized undertakings, research centres and universities in their research and technological development activities of high quality; it shall support their efforts to cooperate with one another, aiming, notably, at enabling undertakings to exploit the internal market potential to the full, in particular through the opening- up of national public contracts, the definition of common standards and the removal of legal and fiscal obstacles to that cooperation.

3. All the Union's activities under the Constitution in the area of research and technological development, including demonstration projects, shall be decided on and implemented in accordance with [this Section].

Explanation (if any):

This amendment expresses the general accepted goal of the European knowledge based economy more accurately, and also the goal of the creation of an internal market for knowledge, scientists and technologies.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 142 (ex 164)

By Mr Hain

Status : - Member

New additional final para:

Article I-12(2) shall not apply in respect of the activities of the Union referred to above. The activities of the Union pursuant to paragraph (b) above shall be without prejudice to Member States cooperation with third countries and international organisations.

Explanation (if any) :

The above amendment is needed in addition to that proposed for article III-148 as Article III-148 only relates to activities taken under the Framework Programme and would not cover the activities covered by Article III-142.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: III – 143 -A

By Mr :

Alberto Costa - Member

Guilherme d'Oliveira Martins - Alternate

Article III – 143-A

1. The Union and the Member States shall work towards common European goals regarding research and technological development by adopting common guidelines or objectives, timetables and indicators and by organizing exchange of best practices, reporting and monitoring.
2. The European Council shall periodically consider the Union situation regarding research and technological development and adopt conclusions on the basis of a joint report by the Council and the Commission.
3. On the basis of these conclusions, the Council, acting on a proposal from the Commission and after consulting the European Parliament, shall adopt common guidelines or objectives which the Member States will take into account in their policies.
4. Each Member State will provide a periodic report on its principal measures in order to underpin an exchange of best practices and a peer review. On the basis of the joint report mentioned in 2., the Council shall periodically carry out a monitoring of the implementation of these common guidelines or objectives.

FICHE AMENDEMENT 26

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 9 : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE

Proposition d'amendement pour l'article III-144

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter :

1. La loi européenne établit le programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de l'Union. Elle est adoptée après consultation **du Comité des régions et** du Comité économique et social.

4. Le Conseil adopte sur proposition de la Commission les règlements ou décisions européens établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen, **du Comité des régions** et du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-144, paragraph 1

Part III of the Constitutional Treaty

By Ms. Dybkjær

Status : - Member X Alternate

Article III-144, paragraph 1:

A European law shall establish a multiannual framework programme, setting out all the activities of the Union, *except those related to article III-149A (see amendment on that article)*. It shall be adopted after consultation of the Economic and Social Committee.

Explanation (if any) :

An independent European research policy (see amendment article 149A) should not necessarily be bound by the restrictions of the framework programme, but should be an independent research policy.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 144 (ex 166)

By Mr Hain

Status : - Member

1. ~~A European law~~ A decision shall establish a multiannual framework programme, setting out all the activities of the Union. It shall be adopted after consultation of the Economic and Social Committee.

1a to 1c: *OK*

2 to 4: *OK*

Explanation (if any) :

An instrument is now specified as a European law which will establish a multi-annual framework programme. In paragraph 4 it is provided that the specific programmes will be established by European regulations or decisions. Multiannual programmes are adopted by Council decisions at present and therefore it is not clear to us why the experts have chosen to use European Law here. Therefore the provision perhaps ought to include "adopt a decision" rather a European Law.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-144

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-144 (ex-Artikel 166)

(1) ...

(2) ...

(3) ...

(4) ~~Der Rat erlässt auf Vorschlag der Kommission die Europäischen Verordnungen oder Beschlüsse, mit denen die~~ Die spezifischen Programme ~~festgelegt werden. Er beschließt werden~~ durch Europäische Gesetze nach Anhörung ~~des Europäischen Parlaments sowie~~ des Wirtschafts- und Sozialausschusses *festgelegt*.

Explanation (if any) :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-144

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III-144 (ex-article 166)

1. La loi européenne établit le programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions ~~de~~ **financées par** l'Union. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre :

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologique à réaliser par les actions envisagées à [l'article III-142(ex-164)] et les priorités qui s'y attachent;
 - b) indique les grandes lignes de ces actions;
 - c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de l'Union au programme-cadre ; ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.
 3. Le programme-cadre est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.
 4. Le conseil adopte sur proposition de la Commission les règlements ou décisions européens établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.
 5. **En complément des actions prévues dans le programme-cadre pluriannuel, le loi arrête les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'espace européen de recherche.**
-

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-144

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par: Elena Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Helle Thorning-Schmidt, Olivier Duhamel, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero, Anne Van Lancker, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini, Proinsias De Rossa

Article III-144

1. La loi européenne établit le programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de l'Union. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.
Le programme-cadre:
 - a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à [l'article III-142 (ex-164)] et les priorités qui s'y attachent;
 - b) indique les grandes lignes de ces actions;
 - c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de l'Union au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.
3. Le programme-cadre est mis en oeuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.
4. Le Conseil adopte sur proposition de la Commission les règlements ou décisions européens établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

5bis (nouveau). En complément des actions prévues dans le programme-cadre pluriannuel, le loi arrête les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'espace européen de recherche.

Explication eventuelle:

Pour réaliser l'objectif, fixé à l'article I-3, de la formation du "progrès scientifique et technique", selon les indications du Conseil européen de Lisbonne et les résolutions du Parlement européen, il est nécessaire de mettre en œuvre l' "Espace européen de la Recherche".

FICHE AMENDEMENT 27

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION**TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES****CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES****SECTION 9 : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE****Proposition d'amendement pour l'article III-145****Déposée par: M.J.CHABERT****M.M.DAMMEYER****M.P.DEWAELE****Mme C. du GRANRUT****M.C.MARTINI****M.R.VALCARCEL SISO****Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur**Ajouter :

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation **du Comité des régions et** du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

FICHE AMENDEMENT 28

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 9 : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE

Proposition d'amendement pour l'article III-146

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter paragraphe 2 :

La loi européenne fixe les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

FICHE AMENDEMENT 29

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 9 : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE

Proposition d'amendement pour l'article III-147

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter :

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, la loi européenne peut prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

La loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 148 (ex 170)

By Mr Hain

Status : - Member

1. *OK.*

2. *OK.*

New para 3:

This article is without prejudice to Member States' competence to negotiate in international bodies and to conclude international agreements.

Explanation (if any) :

FICHE AMENDEMENT 30

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 9 : RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE

Proposition d'amendement pour l'article III-149

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter :

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou des décisions européens visant à créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union. Il statue après consultation du Parlement européen du Comité des régions et du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-149

Part III of the Constitutional Treaty

By Ms. Dybkjær

Status : - Member X Alternate

Article III-149:

The Council, on a proposal from the Commission may adopt European regulations or decisions to set up joint undertakings or any other structure necessary for ***the European Research Area and the*** efficient execution of the Union's research, technological development and demonstration programmes. It shall act after consulting the European Parliament and the Economic and Social Committee.

Explanation (if any) :

See amendment article 149A.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-149A (new)

Part III of the Constitutional Treaty

By Ms. Dybkjær

Status : - Member X Alternate

Article III-149A new:

1. To promote scientific excellence and progress as a basis for social, cultural and technical progress, industrial competitiveness and the implementation of its policies, the Union shall draw up a policy for European basic research. To this end, it may promote joint initiatives or any other structure necessary to support investigator driven research at European level and to coordinate the efforts needed.

2. To contribute to attaining the objectives in paragraph 1, a European law or framework law shall establish the necessary measures, which may take the form of a European Research Council.

Explanation (if any) :

The European Council in Lisbon (2000) and in Barcelona (2001) decided to make Europe the leading knowledge based economy in the world by 2010. To realise this goal basic and investigator-driven research must be an important element in the development of the European Research Area.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-149

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-149 (ex-Artikel 171)

~~Der Rat kann auf Vorschlag der Kommission Europäische Verordnungen oder Beschlüsse erlassen, durch die~~ **Durch Europäische Gesetze können** gemeinsame Unternehmen gegründet oder andere Strukturen geschaffen werden, die für die ordnungsgemäße Durchführung der Programme für Forschung, technologische Entwicklung und Demonstration der Union erforderlich sind. ~~Es beschließt Sie werden~~ nach Anhörung ~~des Europäischen Parlaments und~~ des Wirtschafts- und Sozialausschusses **erlassen**.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 149

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

The Council, on a proposal from the Commission may adopt European regulations or decisions to set up joint undertakings or any other structure necessary for the efficient execution of the Union's research, technological development and demonstration programmes, with due regard to the quality and standards of science and technology and the impact on innovation. It shall act after consulting the European Parliament and the Economic and Social Committee.

Explanation (if any):

This amendment clarifies that in the case structures are set up, enough consideration should be given to quality criteria such as scientific and technical excellence or, in the case of technology, its effects on innovation.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 150 (new)

By Mr Hain

Status : - Member

Delete.

Explanation (if any) :

We are against a reference to European space policy, but we want to preserve the ESA, and allow Member States to continue to enter into international agreements on space. We are also concerned about possible budgetary implications.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 150, Partie III, Titre III

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

[1. Afin de favoriser le progrès scientifique et technique, la compétitivité industrielle et la mise en œuvre de ses politiques, l'Union élabore une politique spatiale européenne. À cette fin, elle peut promouvoir des initiatives communes, soutenir la recherche et le développement technologique et coordonne les efforts nécessaires pour l'exploration et l'utilisation de l'espace.

2. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires, qui peuvent prendre la forme d'un programme spatial européen.]

Explication éventuelle :

En favorisant l'extension des bases juridiques dans les domaines de la recherche, il nous semble essentiel de maintenir l'acquis de l'Agence Spatiale Européenne.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:	III-150 (nouveau)
Déposée par Monsieur:	Erwin Teufel
Qualité:	Membre

Texte du Praesidium

Amendement proposé

- | | |
|--|--|
| <p>(1) Zur Förderung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts der Wettbewerbsfähigkeit der Industrie und der Durchführung ihrer Politik arbeitet die Union eine europäische Raumfahrtpolitik aus. Sie kann zu diesem Zweck gemeinsame Initiativen fördern, die Forschung und technologische Entwicklung unterstützen und die Anstrengungen zur Erforschung und Nutzung des Weltraums koordinieren.</p> <p>(2) Als Beitrag zur Erreichung der Ziele nach Absatz 1 können durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze die notwendigen Maßnahmen festgelegt werden, was in Form eines europäischen Raumfahrtprogramms geschehen kann.</p> | <p>(1) Zur Förderung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts der Wettbewerbsfähigkeit der Industrie und der Durchführung ihrer Politik arbeitet die Union eine europäische Raumfahrtpolitik aus. Sie kann zu diesem Zweck gemeinsame Initiativen fördern, die Forschung und technologische Entwicklung unterstützen und die Anstrengungen zur Erforschung und Nutzung des Weltraums koordinieren.</p> <p>(2) Als Beitrag zur Erreichung der Ziele nach Absatz 1 können durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze die notwendigen Maßnahmen festgelegt werden, was in Form eines europäischen Raumfahrtprogramms geschehen kann.</p> |
|--|--|

Begründung:

Die Schaffung einer Rechtsgrundlage für die Raumfahrt liegt jenseits des Mandats des Konvents. Der Auftrag des Nizza-Vertrages an den Konvent (Erklärung zur Zukunft der Union, Nr. 5) lautet: „eine Vereinfachung der Verträge mit dem Ziel, diese klarer und verständlicher zu machen, ohne sie inhaltlich zu ändern.“

Im übrigen ist in diesem Bereich ein erheblicher finanzieller Aufwand zu befürchten.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 150, part III of the Constitution

By Ms / Mr: Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula and Esko Helle

**Status : Tiilikainen, Kiljunen, Vilén - Members
 Peltomäki, Takkula and Helle - Alternates**

Article III-150 (new)

1. To promote scientific and technical progress, industrial competitiveness and the implementation of its policies, the Union shall draw up a European space policy. To this end, it may promote joint initiatives, support research and technological development and coordinate the efforts needed for the exploration and exploitation of space.

2. To contribute to attaining the objectives referred to in paragraph 1, a European law or framework law shall establish the necessary measures, ~~which may take the form of a European space programme~~ **in support of action taken by the Member States.**

Explanation (if any) :

We can accept a new legal base concerning space, which would enable the Union to contribute actively to the development of a more coherent European space policy. But taking into account the existing major space activities both at the national and European level, the role of the Union should be limited to supplement and support the actions taken by the Member States individually or jointly. We find it important that the Union competence in space policy is defined in a balanced manner, so as not to endanger well-functioning existing arrangements.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : ArtIII-151

Déposée par Josep Borrell, Carlos Carnero, Diego Lopez-Garrido

Qualité :

Compléter comme suit l'Art. III-151 (ex-article 173):

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen, ~~et~~ au Conseil *et au Comité économique et social*^{*}. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

Explication:

La consultation obligatoire du Comité économique et social est prévue dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions de la section 9 (Recherche, développement technologique et espace). Il est donc logique de prévoir que le Comité est également destinataire du rapport annuel visé à l'article 151.

*

Le Comité réitère l'amendement qu'il a transmis à la Convention en décembre dernier que son nom soit changé en "Conseil économique et social européen".

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : ArtIII-151Briesch.doc

Déposée par Mme SIGMUND, M. BRIESCH et M. FRERICHs

Qualité : Observateurs

Compléter comme suit l'Art. III-151 (ex-article 173):

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen, ~~et~~ au Conseil *et au Comité économique et social*^{*}. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

Explication:

La consultation obligatoire du Comité économique et social est prévue dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions de la section 9 (Recherche, développement technologique et espace). Il est donc logique de prévoir que le Comité est également destinataire du rapport annuel visé à l'article 151.

^{*} Le Comité réitère l'amendement qu'il a transmis à la Convention en décembre dernier que son nom soit changé en "Conseil économique et social européen".

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-141

By Ms Hjelm-Wallén

Status : - Member - Alternate

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ESPACE

1. L'Union a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de l'Union et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres de la Constitution.
2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de l'Union les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.
3. Toutes les actions de l'Union au titre de la Constitution, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément [à la présente section].
4. **Environmental protection requirements must be integrated into the definition and implementation of research and technological development policies and activities, in particular with a view to promoting sustainable development.¹**

¹ Environmental protection requirements must according to Article III-2 be integrated into the definitions and implementation of the Community policies referred to in part III, in particular with a view to promoting sustainable development. As has been suggested for Energy (Article III-152), as a matter of clarity, specific references to environmental protection should be made in other relevant policy areas.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-141

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III-141 (ex-article 163)

1. L'Union a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques ~~de l'industrie de~~ l'Union **dans le but de réaliser un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que d promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au Titre d'autres chapitres de la Constitution.
 2. A ces fins, elle encourage dans l'ensemble de l'Union les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité ; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.
 3. Toute les actions de l'Union au titre de Constitution, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément [à la présente section].
-

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-141

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par: Elena Paciotti, Pervenche Berès, Maria Berger, Helle Thorning-Schmidt, Olivier Duhamel, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero, Anne Van Lancker, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini, Proinsias De Rossa, Robert Badinter

Article III-141

1. L'Union a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques ~~de l'industrie~~ de l'Union ***dans le but de réaliser un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement*** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres de la Constitution.
2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de l'Union les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.
3. Toutes les actions de l'Union au titre de la Constitution, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en oeuvre conformément [à la présente section].

Explication eventuelle:

Pour réaliser l'objectif, fixé à l'article I-3, de la formation du "progrès scientifique et technique", selon les indications du Conseil européen de Lisbonne et les résolutions du

Parlement européen, il est nécessaire de mettre en œuvre l' "Espace européen de la Recherche".